

L'Union européenne et la SADC signent un APE intérimaire

Le 4 juin, l'Union européenne et trois pays de la Communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC), le Botswana, le Lesotho et le Swaziland, ont signé un Accord de partenariat économique (APE) intérimaire. « *La signature de cet accord est une étape importante. Avant tout, cela garantit pour les pays qui ont signé aujourd'hui un accès au marché européen. Plus encore, cela renforce le processus que nous avons enclenché et qui vise à établir un partenariat économique et commercial solide et durable* » a déclaré Catherine Ashton, la commissaire européenne au commerce. « *Cela assure un flux ininterrompu des produits de la SADC vers le marché européen. Il y a encore des questions à discuter, qui seront négociées en parallèle avec les négociations de l'APE complet comprenant les services et l'investissement* » a pour sa part souligné Neo Moroka, le ministre du commerce et de l'industrie du Botswana et président de la SADC. La Namibie, l'Angola et l'Afrique du Sud, qui appartiennent à la SADC, ne se sont pas joints à la démarche et le Mozambique, autre pays membre de la communauté régionale, a lui indiqué qu'il était prêt à parapher l'accord. L'Afrique du Sud a ces derniers mois régulièrement contesté l'intérêt d'un APE pour la région. Jusqu'en 2012, le géant économique du sud du continent bénéficie d'un accord de développement et de coopération avec l'Union européenne qui lui offre des préférences tarifaires sur le marché européen.

Le rapport économique sur l'Afrique 2009 appelle au développement du secteur agricole

Publié conjointement par la Commission de l'Union Africaine et la Commission économique pour l'Afrique¹, le [rapport économique sur l'Afrique 2009](#) appelle les Etats africains à prêter une attention particulière au secteur agricole, comme base de la croissance et du développement à long terme. « *L'agriculture pourvoit des liens forts avec les autres secteurs économiques et peut être le moteur de la croissance* » indique le rapport intitulé « *Développer l'agriculture africaine à travers des chaînes de valeur régionales* ». La publication souligne que « *bien que l'Afrique soit fortement dépendante de l'agriculture pour l'emploi et la croissance économique, le secteur reçoit très peu d'investissements* ». En raison de perspectives économiques sombres, la croissance devant passer de 5,1% en 2008 à 2% en 2009 pour l'ensemble du continent, ces investissements pourraient encore se contracter. « *L'Afrique doit développer la recherche, accroître la productivité et améliorer les marchés des intrants, la transformation, le stockage, le transport et la mise en marché des produits agricoles ainsi que les systèmes d'irrigation et la conservation des sols* » recommande le rapport.

Les 6 et 7 juin, les deux institutions ont réuni les ministres africains de l'économie, des finances et du développement pour identifier des moyens d'action pour enrayer la « crise » internationale qui affecte le continent. Les participants ont souligné que l'aide extérieure leur était dans bien des cas indispensable. Suite aux engagements du récent sommet du G20 de considérablement accroître les ressources du Fonds monétaire international (FMI) au profit des pays pauvres, de nombreux pays disent attendre de savoir ce qu'ils vont recevoir de l'institution financière internationale et sous quelles conditions. Youssef Boutros Ghali, le ministre égyptien des finances, a lui souligné qu'il revenait avant tout au continent africain de relever les défis imposés par la crise. A l'issue de la rencontre, les ministres ont publié un communiqué indiquant leur volonté de prendre des mesures « *ambitieuses et rapides pour amortir les effets de la crise* ».

Les politiques laitières américaine et européenne condamnées par le groupe de Cairns

Les récentes mesures américaine et européenne de soutien aux filières laitières ont relancé les débats qui rythment depuis des années les négociations commerciales à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les Etats-Unis viennent en effet de décider l'octroi de soutiens à l'exportation pour un certain nombre de produits laitiers, le secrétariat américain à l'agriculture indiquant que « *la réintroduction par l'Union européenne, plus tôt dans l'année, des paiements directs à l'exportation* » justifiait de telles mesures. « *C'est un mauvais message au monde* » a déclaré le groupe de Cairns, qui rassemble 19 pays agro-exportateurs parmi lesquels figurent des poids lourds du marché international des produits laitiers comme l'Australie et la Nouvelle Zélande. « *Cela peut nuire aux producteurs non subventionnés des pays en développement* » souligne un communiqué du groupe, qui se réunit dans les prochains jours pour débattre des négociations à l'OMC.

¹ « *Créée en 1958, la CEA est l'une des cinq commissions régionales qui relève, administrativement, du Siège de l'ONU. En tant qu'organe régional de l'ONU en Afrique, elle a pour mandat d'appuyer le développement économique et social de ses 53 membres, d'encourager l'intégration régionale et de promouvoir la coopération internationale pour le développement de l'Afrique* » (CEA).

Sources : AFP, CEA, Commission européenne, ICTSD, IPS, Reuters, Union Africaine.